

MAIRIE de LE PRADET
EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du Conseil Municipal
de la Commune de LE PRADET

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
33	33	33

23-DCM-DGS-080

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS & LE 18 DECEMBRE à quatorze heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, en séance publique, à l'hôtel de ville, sous la Présidence de Monsieur Hervé STASSINOS, Maire.

Date d'envoi de la convocation et de l'affichage : le 11 décembre 2023.

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2024.

PRESENTS : Mmes et MM. Hervé STASSINOS - Jean-François PLANES - Cécile CRISTOL GOMEZ - Jean-Michel PEYRATOUT - Jean-Claude VEGA - Agnès BIASUTTO - Magali VINCENT - Christian GARNIER - Jacques PAGANELLI - Patrick ROUAS - Chantal JOVER - Thomas MICHEL - Isabelle ROGER - Jean-Marc ILLICH - Stéphanie ASCIONE - Eric GALIANO - Emilie ROY - Mylène SORIANO - Armand CABRERA - Bernard PEZERY - Eric JOFFRE - Valérie RIALLAND - Viviane TIAR - Martine CABOT - Denis TENDIL

POUVOIRS : Marine DESIDERI à Isabelle ROGER - Graziella PIRAS à Stéphanie ASCIONE - Martine CLOPIN à Cécile CRISTOL GOMEZ - Pascal CAMPENS à Hervé STASSINOS - Bérénice BONNAL à Jean-Claude VEGA - Serge VENNET à Jean-François PLANES - Marina BIANCHI BRONDINO à Armand CABRERA - Valérie POZZO DI BORGO à Eric JOFFRE.

ABSENT : Néant.

SECRETAIRE de SEANCE : Emilie ROY est désignée secrétaire de séance.

=====

Hervé STASSINOS donne lecture de l'exposé suivant :

Conformément à la législation, avant de vous présenter le projet de budget pour l'exercice 2024, nous devons débattre des orientations qui président à son élaboration.

Le retour de l'inflation observée en 2022 avec un taux de 5,2 % s'est poursuivi en 2023 avec toutefois une décélération observée sur cette fin d'année et un taux estimé à 4,9 %. Malgré de nombreux événements défavorables et une forte hausse des taux d'intérêts, la croissance du PIB s'élèverait à 0,9%.

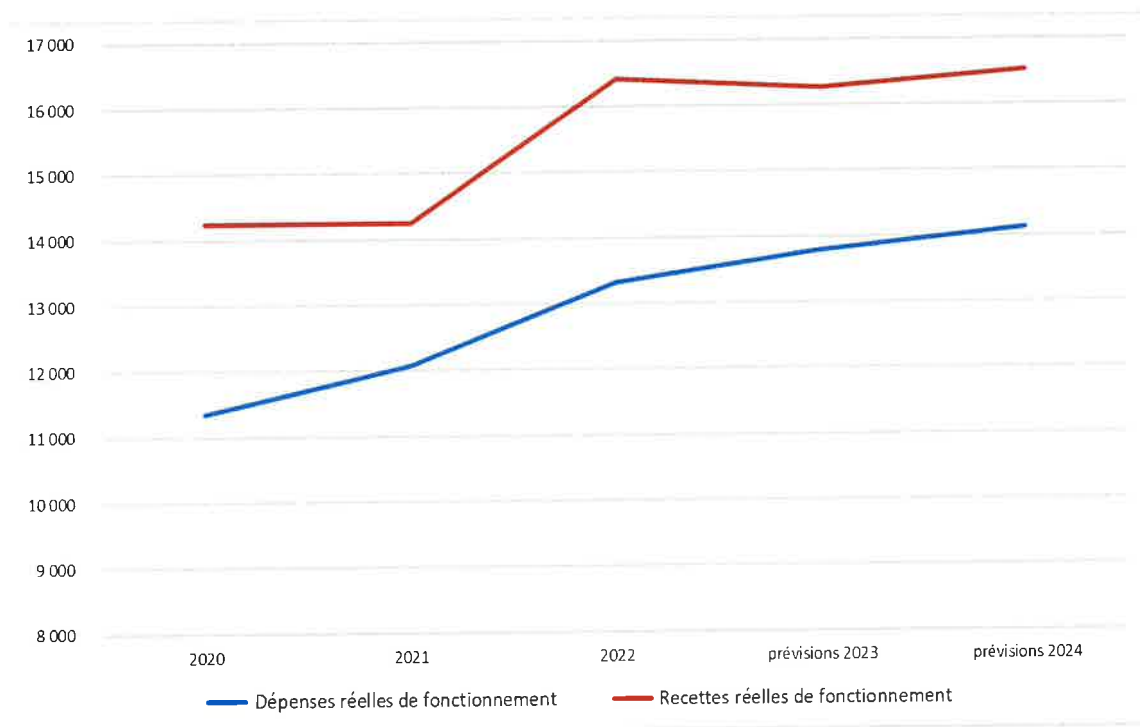
Pour 2024, le gouvernement table sur une croissance à 1,4% et une inflation de 2,6%.

Le Projet de Loi de Finances pour 2024 (PLF 2024) présente une forme de stabilité pour les collectivités avec peu de mesures exceptionnelles et pas de grandes réformes. Les principaux éléments à retenir sont :

- L'Etat annonce une volonté de redressement des finances publiques et un verdissement de sa trajectoire.
- Pas d'annonces sur la participation des collectivités au redressement des finances publiques.
- Fixation de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement.
- Soutien à l'investissement largement centré sur la transition environnementale.

Comme toutes les collectivités, notre commune a subi de plein fouet l'inflation avec une explosion du tarif des fluides et des marchés de prestation de service. Notre masse salariale a également fortement augmenté avec les revalorisations successives du point d'indice et autres mesures gouvernementales, mais aussi l'alignement du régime indemnitaire des agents communaux sur ceux de la métropole.

Malgré cela, grâce au dynamisme de nos recettes, à une gestion rigoureuse de nos dépenses et à un endettement limité, nous maintenons et maintiendrons un haut niveau d'épargne brute afin de poursuivre notre programme d'investissements ambitieux.



1. Les Produits

• Les produits des services du domaine et ventes diverses (70) :

Il s'agit notamment de tous les produits générés par les services publics (crèche, cantine, ...), par les festivités et manifestations ainsi que par les redevances d'occupation du domaine communal. Ce poste budgétaire est prévu stable pour 2023 et 2024 autour d'1,3M€.

• Les impôts et taxes (73) :

La révision des valeurs locatives pour l'année N se fait nationalement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) de novembre N-2 à novembre N-1. En 2023, Cette revalorisation forfaitaire était de 7,1 %.

Pour 2024, les taux seront reconduits avec 17,16% pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et 46% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties. Concernant la revalorisation forfaitaire pour 2024, nous bâtirons prudemment nos prévisions sur 3%.

• La taxe additionnelle aux droits de mutation (73) :

Le produit de cette taxe est assis sur les transactions immobilières, particulièrement dynamiques ces dernières années. Toutefois, compte tenu de la forte remontée des taux d'intérêt et du resserrement des conditions d'octroi des prêts immobiliers, une baisse importante de son produit devrait être observée en 2023 et 2024.

- **Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) (73) :**

La loi de finances pour 2024 confirme le montant du fonds fixé à 1 milliard d'euros depuis 2016. Nous prévoyons donc un produit 2023 stable.

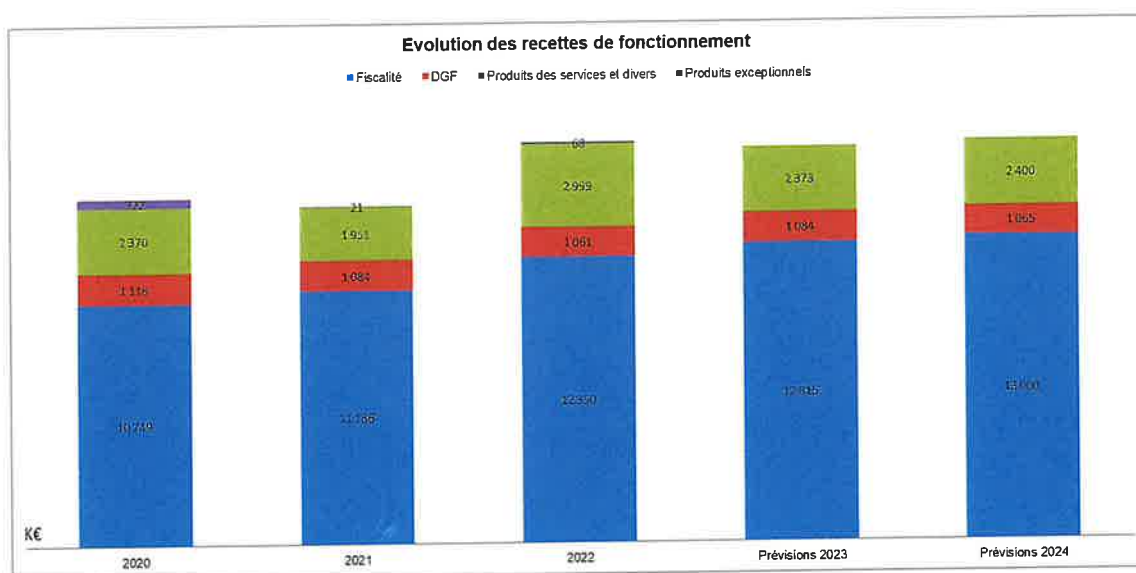
- **La Dotation de solidarité communautaire (DSC) (73) :**

Versée par TPM, son nouveau montant a été fixé à 76 176 € en 2022 suite à l'adoption des nouveaux critères de répartition obligatoires dans le cadre du pacte financier et fiscal. Un complément de 21 206 € est versé via l'attribution de compensation afin de maintenir son ancien montant. Pas d'évolution prévue en 2024.

- **Les dotations (74) :**

L'enveloppe nationale de la Dotation Globale de Fonctionnement est figée par rapport à 2023. Pour 2024, nous prévoyons un montant de DGF identique à celui perçu en 2023.

Pour toutes nos autres ressources (Taxes diverses, remboursements CAF, subventions, TLPE etc...) nous prévoyons une stabilité par rapport à 2023.



2. Les charges

- **Les charges à caractère général (011) :**

Elles correspondent aux coûts de fonctionnement des services et des équipements municipaux. Elles comprennent également les coûts liés aux animations du territoire. Ce chapitre subit particulièrement l'inflation notamment au niveau des fluides et des marchés de prestation de services. Nos efforts, que nous poursuivrons en 2024, ont toutefois permis de contenir la hausse de ces charges.

- **Personnel (012) :**

Pour la 9e année consécutive, les effectifs de la commune restent maîtrisés. Cependant, cette maîtrise ne suffit à empêcher les impacts des décisions nationales sur le budget RH : le Glissement Vieillesse Technicité, la revalorisation des grilles indiciaires pour les agents des catégories B et C, la hausse du minimum de traitement, les revalorisations du point d'indice à hauteur de 3,5% en 2022 et 1,5% en 2023... autant d'éléments instaurés dans le courant de l'années 2023 et qui porteront tous leurs effets sur le budget 2024.

23-DCM-DGS-080

Par ailleurs, par souci d'équité avec les autres fonctionnaires territoriaux de la métropole, une harmonisation du régime indemnitaire (indemnités de fonctions, sujétions et de l'expertise (IFSE)) a été décidée dans le courant de 2023 et prendra son plein effet en 2024.

Montant réalisé : 8,1 M€ en 2023 (7,7 M€ en 2022).

Cette gestion rigoureuse sera maintenue en 2024, même s'il nous faudra tenir compte de facteurs, pour la plupart externes et échappant à notre décision tels que l'application en année pleine des mesures énoncées ci-dessus, mais aussi l'attribution de 5 points d'indice majoré à l'ensemble des agents à compter du 1er janvier 2024.

Les rémunérations perçues par l'ensemble du personnel en 2023 se portent à environ 4,1 M€ bruts, somme répartie pour 82.93 % sur les agents titulaires (env. 3.4 M€) et 18.5 % sur les non-titulaires (env. 0.74M€).

Les heures supplémentaires représentent environ 134 634 €, soit 3.28 % des salaires versés.

Les compléments de rémunérations en NBI, (Nouvelle bonification indiciaire), supplément familial de traitement et indemnité de résidence représentent environ 190 560 €. Quant aux primes et indemnités elles s'élèvent à 1 034 120 €.

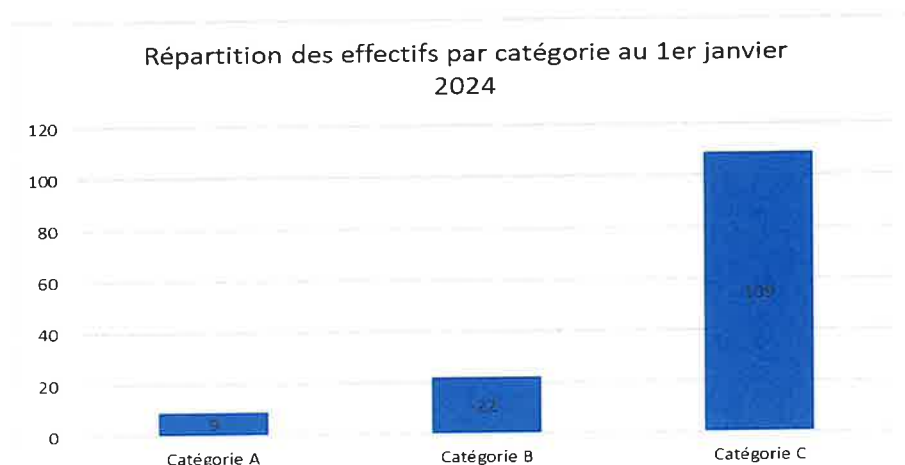
Les autres éléments légaux de paie et notamment les diverses cotisations (Retraites, URSSAF, ASSEDIC, CNFPT, versement de mobilité...) complètent enfin cette ventilation des sommes versées à hauteur de 2,1 M€.

Au regard de ces éléments, pour l'exercice 2024 la projection budgétaire des charges de personnel devrait être portée autour de 8,6 M€.

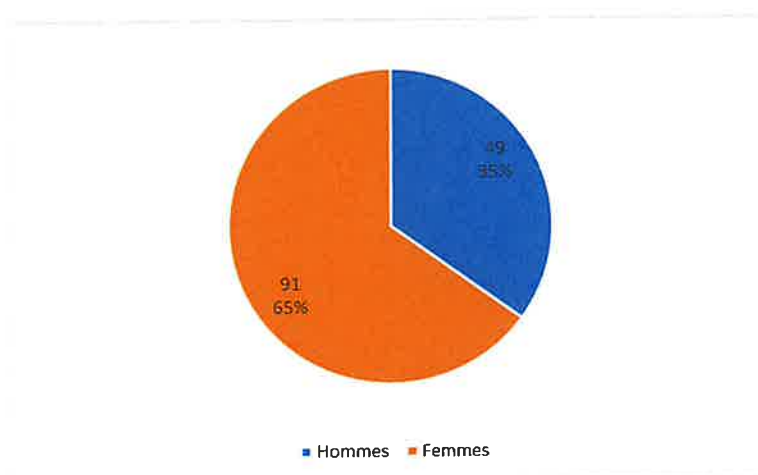
L'effectif global du personnel au 1^{er} janvier 2024 se porte à **162 agents** dont 140 sont des fonctionnaires titulaires.

Effectif au 1er janvier		2023	2024
Titulaires	Technique	63	57
	Administrative	41	45
	Médico-sociale & sociale	14	15
	Animation	12	9
	Sécurité	10	10
	Sportive	3	2
	Culturelle	1	1
	Emplois fonctionnels	1	1
	Total Titulaires	145	140
Contractuels	Temporaires-remplaçants-sais.	35	20
	Vacataires	6	2
	Total Contractuels	41	22
TOTAL		186	162

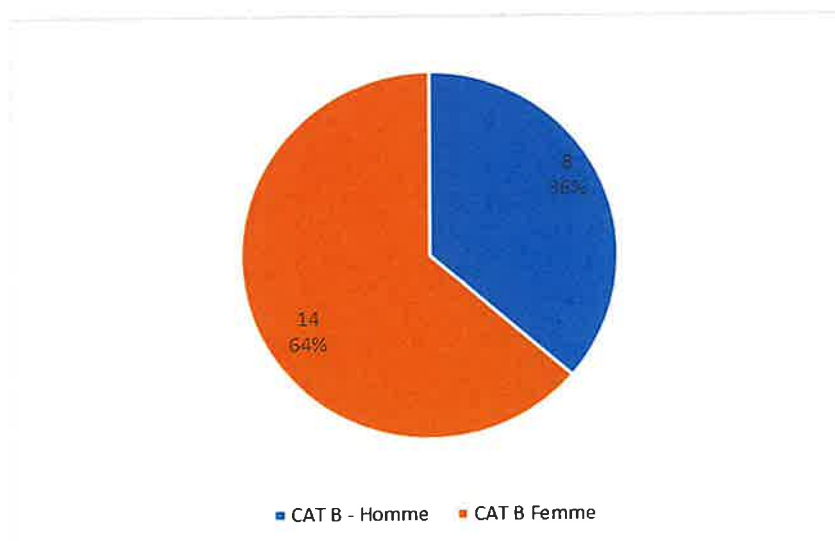
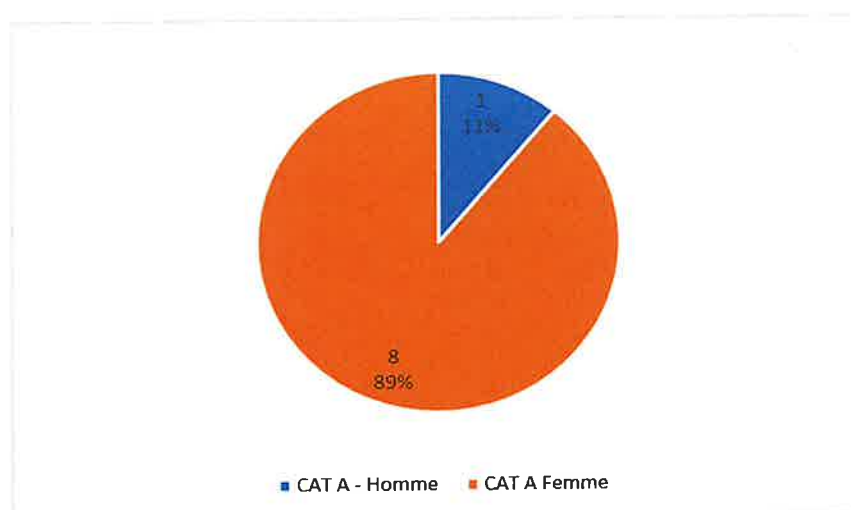
Les agents de catégorie A représentent **6 %** du personnel titulaire, la catégorie B **16 %**, portant ainsi l'encadrement à **22%** du personnel, la catégorie C et assimilés représentant **78 %** des effectifs.

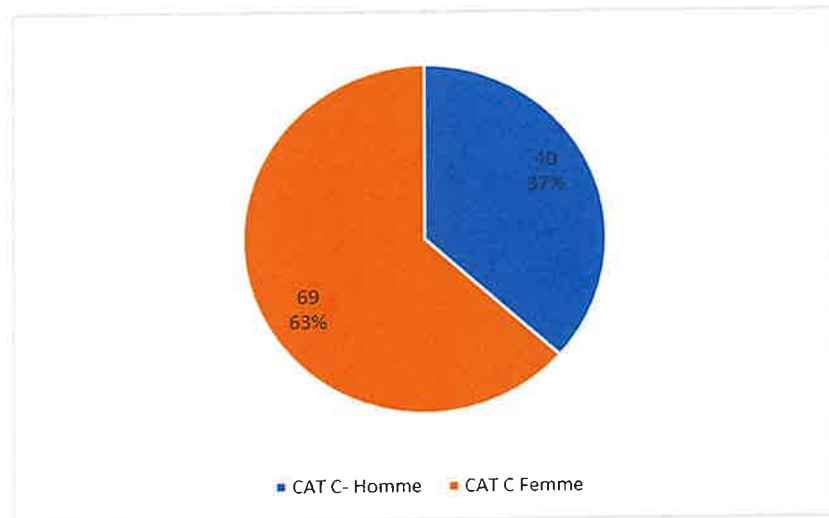


Le personnel est par ailleurs réparti entre **35 %** d'hommes et **65 %** de femmes.



Les titulaires par catégorie sont répartis de la façon suivante :





- **L'attribution de compensation (AC) (014) :**

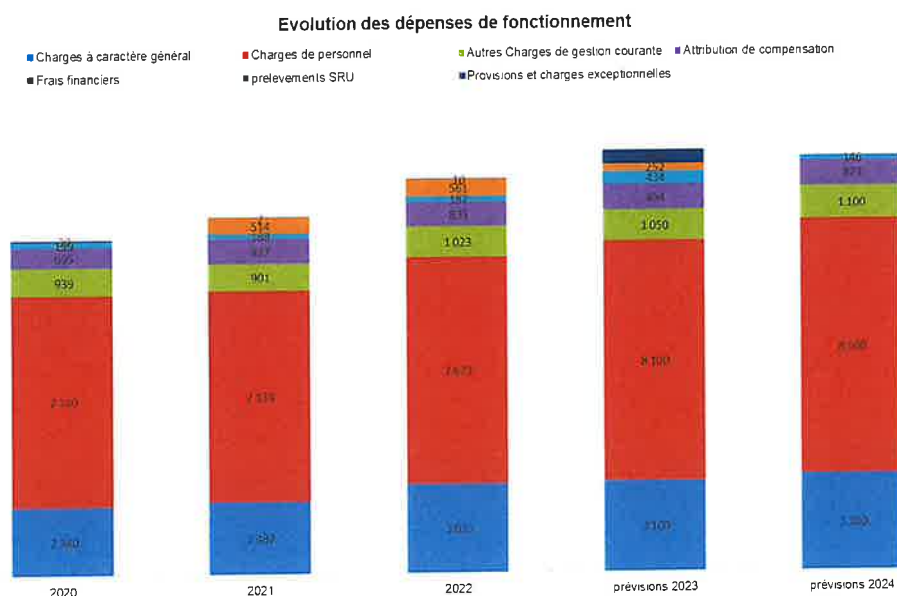
L'attribution de compensation versée à TPM évoluera en 2024 selon le pacte financier et fiscal et la révision relative à la compétence collecte des déchets lissée sur les années 2022-2026 (+18 906€/an).

- **Prélèvement SRU (014) :**

Depuis 2022 et la mise en carence de notre commune, le prélèvement annuel sur les finances de notre commune autre titre de la pénalité SRU s'élève à près de 600 000 €, plafonné à 5% de nos dépenses réelles de fonctionnement. En 2023, les 320 000 € versés en 2021 dans le cadre de l'opération « L'Ensoleillée » sont venus en déduction de cette pénalité qui s'est établie à 252 000€. Pour 2024, le fonds de concours de 600 000 € versés en 2022 dans le cadre de l'opération Valophis MFP avenue Jean Moulin devrait nous permettre de ne pas payer de pénalité.

- **Les autres charges de gestion courante (65) :**

Ce poste budgétaire regroupe le paiement des subventions aux associations, les participations à des organismes publics ou privés (CCAS, syndicats, ...) et les indemnités des conseillers municipaux. Pas d'évolution majeure à prévoir pour 2024.

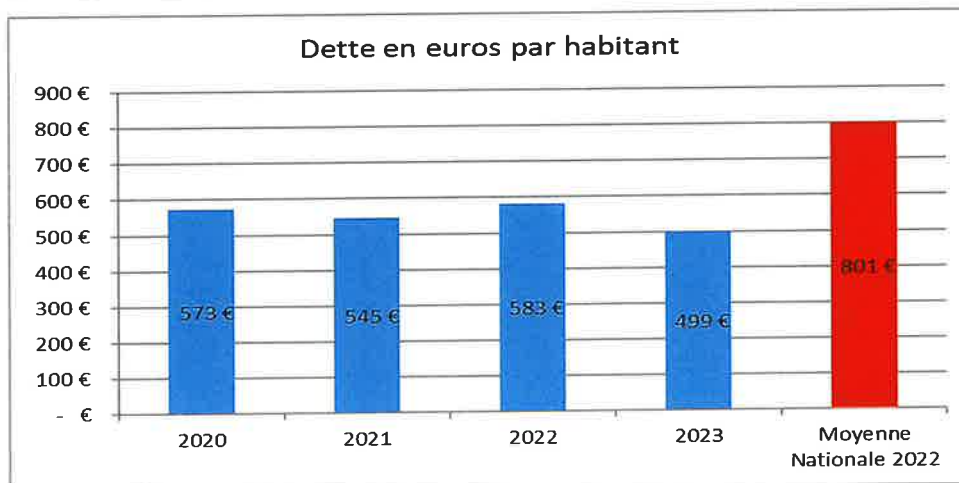
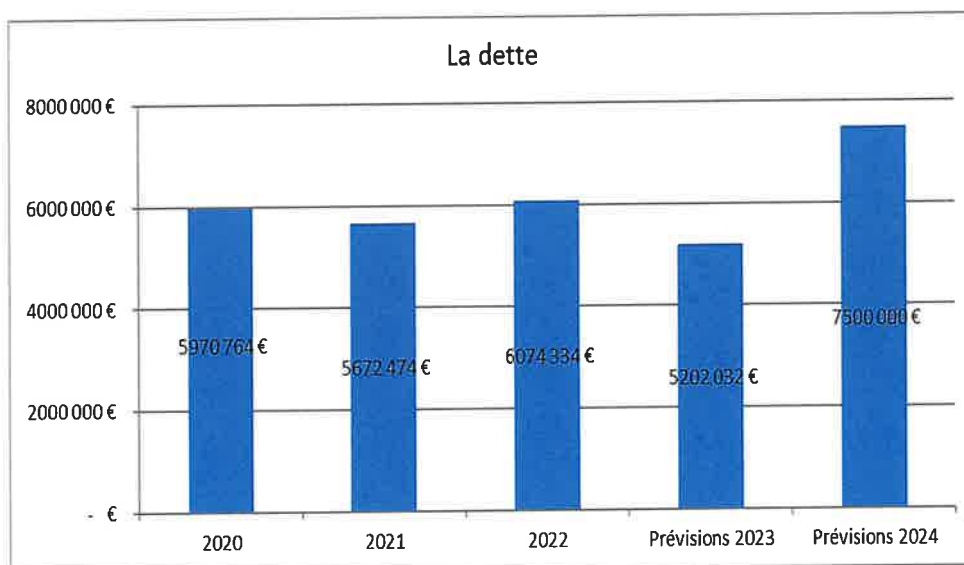
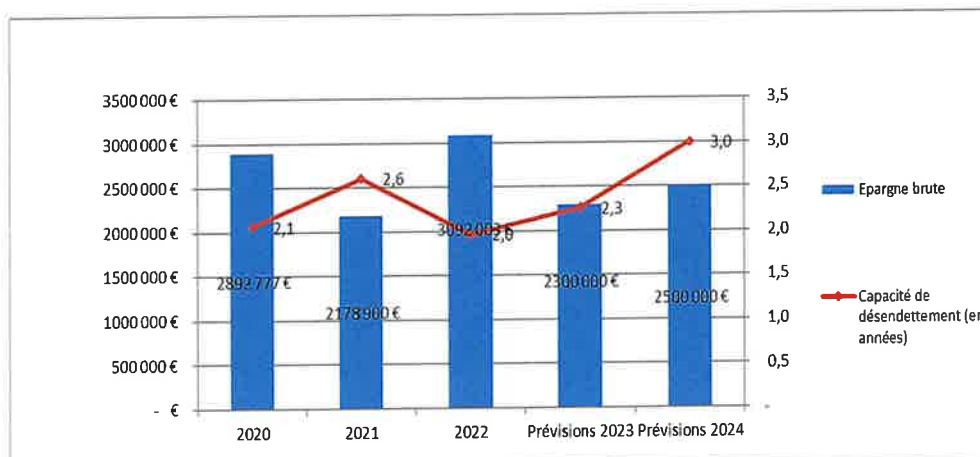


3. L'épargne brute et la dette

En 2024, nous maintiendrons notre objectif de préserver une épargne brute importante afin de financer notre programme d'investissements.

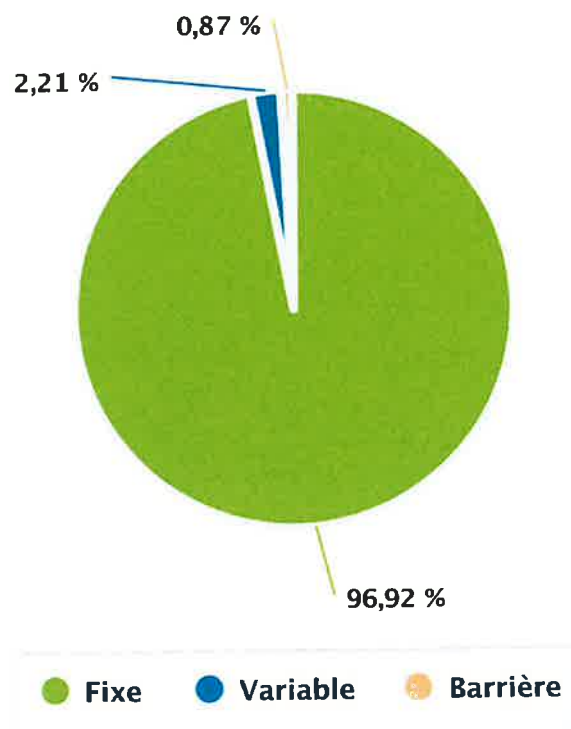
Concernant notre dette, nous avons saisi l'opportunité de conditions de marché favorables pour refinancer à moindre frais notre emprunt structuré sur la livre britannique et sortir définitivement du risque que cet « emprunt toxique » faisait peser sur les finances de notre commune.

Nous n'emprunterons pas en 2023 et pour 2024 le recours à l'emprunt sera déterminé par la réalisation effective de notre programme d'investissement.



Notre dette est désormais intégralement sécurisée.

Dette par type de risque



4. L'investissement

En 2024, plus de 10 millions d'euros seront programmés avec :

- La reconstruction de l'école Marcel Pagnol : 8 000 000 €
- L'installation d'ombrières photovoltaïques : 500 000€
- La réhabilitation des terrains de tennis : 493 000€
- La création d'une cour oasis à l'école Sandro : 250 000€
- L'achat du mobilier pour l'école Marcel Pagnol : 300 000€
- L'extension du réseau de caméras de surveillance : 200 000€
- La création d'un parcours de VTT ludique au terrain de la Voulte : 120 000€

Notre politique d'investissements continuera de s'appuyer sur nos partenaires (État, Conseil Régional, Conseil Départemental, TPM, CAF, Europe).

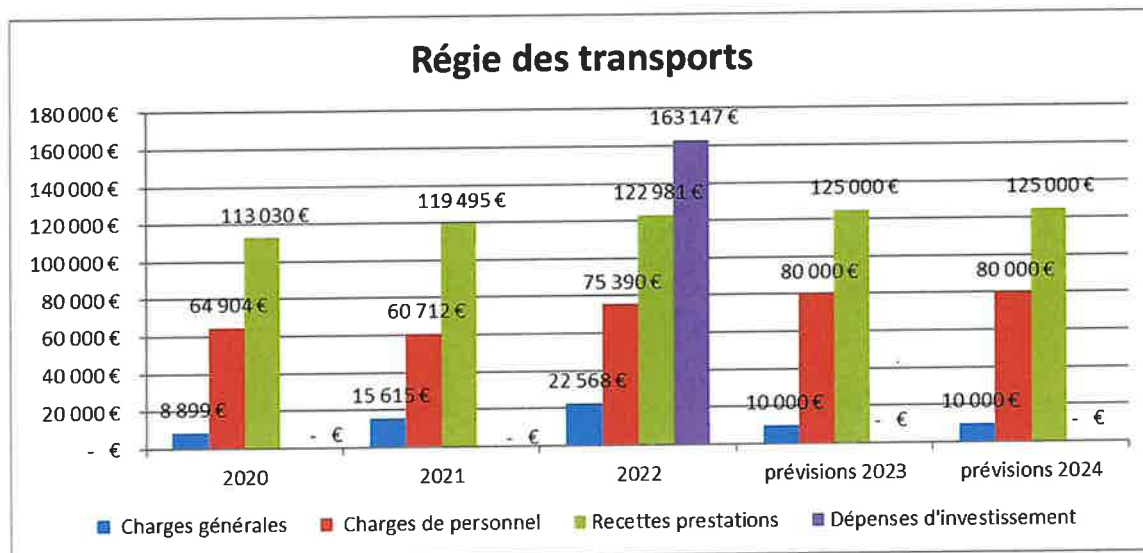
L'attribution de compensation d'investissement (AC) versée à TPM afin de financer les investissements récurrents relatifs aux compétences transférées sera reconduit en 2024 pour 435 153 €.

Concernant les fonds de concours, 600 000 € seront prévus pour une opération de création de logements sociaux en faveur de personnes handicapées ou en perte d'autonomie.

5. Le budget annexe régie des transports

Le budget annexe prévoira en fonctionnement les crédits nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des bus ainsi que le remboursement des frais de personnel au budget principal.

Aucun investissement particulier n'est programmé pour 2024.



Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat sur le Rapport d'Orientations Budgétaires 2024.

L'exposé mis aux voix est adopté à l'UNANIMITE.

33 voix POUR

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Le Secrétaire de séance
Emilie ROY

Le Maire,
Hervé STASSINOS



CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.